

Le Sommet du progrès de Stockholm

Les origines de la gouvernance de progrès

La philosophie de la gouvernance de progrès, ou philosophie de la troisième voie, est souvent définie par ce qu'elle n'est pas : ni socialisme traditionnel ni conservatisme traditionnel. Elle tente en fait de concilier la croissance économique tirée par le marché et l'égalité des chances pour tous. En d'autres mots, elle préconise une économie de marché, mais non une société de marché.

Les premiers tenants de la gouvernance de progrès soutenaient que les politiques socioéconomiques traditionnelles d'après-guerre devaient être transformées afin de préparer les gens aux défis de la mondialisation. L'enjeu consistait à faire en sorte que les gouvernements montrent de la compassion aussi bien qu'un sens aigu des réalités, à une époque où, à l'intérieur des pays comme sur la scène internationale, s'exerçaient des pressions entraînant une réduction des dépenses relatives aux programmes sociaux et forçant le marché du travail à une plus grande souplesse.

Les partisans de la troisième voie maintenaient que les gouvernements devaient adopter des mécanismes qui favorisent l'initiative et la responsabilité individuelles. On se servirait des ressources publiques pour aider les gens à faire face aux exigences nouvelles, en investissant dans le capital social et humain tout en continuant de protéger ceux qui ne pourraient s'adapter. L'assistance sociale ne serait pas abolie, mais modifiée de façon à aller de pair avec le recyclage et l'expérience de travail, en vue d'encourager l'initiative, la créativité et la volonté de relever de nouveaux défis. Le dilemme classique, opposant l'augmentation des services gouvernementaux et les baisses d'impôt, serait résolu par une utilisation plus efficiente et mieux ciblée des recettes fiscales.

On dit de la philosophie de la troisième voie qu'elle repose sur trois piliers : l'idée selon laquelle le gouvernement doit promouvoir l'égalité des chances pour tous sans accorder de privilège particulier à qui que ce soit; l'éthique de la responsabilité mutuelle, qui rejette à la fois la politique des grands programmes sociaux et la politique de l'abandon social; et une nouvelle manière de gouverner qui procure aux citoyens des moyens de se prendre en charge.

La notion de la troisième voie est associée le plus étroitement à l'ancien président des États-Unis, M. Bill Clinton, et au premier ministre du Royaume-Uni, M. Tony Blair, qui ont amorcé en 1997 un dialogue sans caractère officiel sur les méthodes de gouvernance modernes (que l'on a baptisées la « Troisième Voie »). En avril 1999, ces discussions informelles ont été étendues aux dirigeants de l'Allemagne, des Pays-Bas et de l'Italie, conviés à une rencontre à Washington. Une réunion tenue à Florence en novembre 1999 incluait en outre la France et le Brésil.